

## Ce n'est pas une erreur, c'est une stratégie

Thomas Coutrot, coprésident d'Attac, [LeMonde.fr](http://LeMonde.fr), 15 novembre 2011

*Début 2010, la "troïka" (Commission européenne, Banque centrale européenne, Fonds monétaire international) impose à la Grèce son premier plan d'austérité. Il apparaît alors qu'on a décidé de profiter de la crise financière pour porter des coups décisifs aux compromis sociaux concédés après la deuxième guerre mondiale. La parenthèse "keynésienne" - consistant à laisser filer temporairement les déficits publics pour éviter que l'effondrement de Lehman Brothers ne se transforme en cataclysme incontrôlable - est refermée, et l'offensive décrétée contre les dépenses publiques et les droits sociaux en Europe.*



L'Espagne, le Portugal, l'Italie, la France, la Grande-Bretagne, et même l'Allemagne, suivent ensuite le même chemin : blocage des salaires et/ou réduction du nombre des fonctionnaires, réformes des retraites, de l'assurance-maladie, remise en cause des politiques et prestations sociales, privatisations... Des mesures - qui n'ont qu'un rapport très lointain avec les déficits et la dette - sont imposées avec la même urgence : les patrons grecs et espagnols pourront licencier plus facilement et se débarrasser des conventions collectives, le salaire minimum irlandais est réduit... Dans une incroyable lettre secrète, expédiée le 5 août, M. Trichet enjoint à M. Berlusconi de réformer le système de négociation collective, de réduire la protection des salariés contre les licenciements et de mener "une vaste réforme de l'administration publique afin d'améliorer l'efficacité administrative et la bienveillance à l'égard des entreprises"...

Personne ne pouvait ignorer qu'en présence d'un chômage massif approchant ou dépassant déjà 10 %, réduire partout les dépenses publiques en Europe allait nécessairement provoquer une récession et une crise sociale majeure. Les pays de l'Union ont tous comme principaux clients d'autres pays européens. Si chacun se serre la ceinture, aucun ne peut espérer compenser la chute de sa demande intérieure par une hausse de ses exportations. La récession est désormais une réalité, aggravée par la crise bancaire.

### "UN IMPACT RÉCESSIF ÉVIDENT"

Peut-on croire que nos dirigeants n'ont pas vu l'évidence ? L'impact récessif de ces politiques était tellement prévisible que l'hypothèse d'une erreur d'appréciation ne tient pas. S'ils s'acharnent à mener des politiques qui provoquent récession et chômage, c'est pour préserver quelque chose de plus important à leurs yeux que la stabilité économique et le bien-être des populations. Il s'agit de sauver à tout prix l'édifice institutionnel de la zone euro. Celui-ci repose sur deux principes : les capitaux et les marchandises doivent circuler librement dans la zone euro et avec le reste du monde ; les Etats doivent financer leurs déficits en empruntant sur les marchés financiers, sous la férule des agences de notation. Ces deux règles garantissent que les gouvernements et les travailleurs européens demeureront soumis à la discipline exigée par l'industrie financière.

L'union monétaire a été construite sans budget commun, soumise aux marchés, ouverte à tous les vents de la spéculation, et avec interdiction expresse de toute solidarité entre Etats. Cette dernière clause a du être abandonnée par la force des choses, et il va falloir réformer les traités pour pérenniser le Fonds européen de stabilité financière. Mais nos dirigeants veulent conserver l'essentiel : grâce la libre circulation des capitaux et des marchandises, rien ne doit venir limiter la concurrence entre salariés européens, ni entre ceux-ci et les travailleurs des pays du Sud. La crise bancaire et financière qui s'aggrave désormais de façon irrémédiable, la récession et le chaos économique qui va s'ensuivre, pourraient permettre dans les années à venir de réduire d'environ un tiers la protection sociale et les salaires en Europe, comme les Grecs en font déjà l'expérience.

La restauration de la compétitivité de la vieille Europe face à la Chine et aux Etats-Unis se ferait ainsi au prix de convulsions sociales et politiques majeures en revenant sur les droits sociaux existants et en renonçant à toute Europe sociale ; mais il semble que les détenteurs du capital et leurs alliés dans les technocraties européennes jugent que le jeu en vaut la chandelle. Ils sont d'ailleurs prêts, comme en Grèce, à chercher des alliances très à droite pour le faire. Il y a véritablement de quoi s'indigner.